

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 St Etienne

St Etienne, le 08/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SUEZ ORGANIQUE (ex Terralys/ex Agro Dév)**

(ex Terralys/ex Agro Dévelop)  
38 av Jean Jaurès  
78440 Gargenville

Références : UID4243-DSSP-024-0111

Code AIOT : 0006105179

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2024 dans l'établissement SUEZ ORGANIQUE (ex Terralys/ex Agro Dév) implanté LES ALLERYS 42590 Saint-Priest-la-Roche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite se déroulait dans le cadre du PPC 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ ORGANIQUE (ex Terralys/ex Agro Dév)
- LES ALLERYS 42590 Saint-Priest-la-Roche
- Code AIOT : 0006105179
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de compostage de déchets issus de STEP et d'IAA, et de déchets verts

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air

- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Fertilisation
- Odeur
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative du site	Arrêté Préfectoral du 24/12/2020, article 2	Demande d'action corrective	4 mois
3	Gestion des eaux superficielles	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 34-IV	Demande d'action corrective	1 mois
5	Comportement au feu des locaux	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 14	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Gestion des odeurs	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 53	Sans objet
4	Admission des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 27	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra vérifier la conformité de son système de désenfumage et de la capacité de confinement des eaux polluées sur site en cas d'incendie.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2020, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative du site
<b>Prescription contrôlée :</b> Tableau des installations classées
<b>Constats :</b>  La société SUEZ Organique exerce sur son site de Saint-Priest-la-Roche une activité de traitement de déchets par compostage. Deux principaux types de déchets sont admis sur la plateforme : <ul style="list-style-type: none"> <li>• déchets verts (9000 t/an), traités par compostage avec aération par retournement, réalisé en andains sur des aires extérieures ;</li> <li>• boues urbaines et agro-alimentaires (18000 t/an), traitées par compostage en aération forcée,</li> </ul>

réalisé en casier sous bâtiment.

Les composts obtenus sont normés, pour ensuite être commercialisés. Une fraction d'entre eux pouvant être non conforme, un épandage sur les terrains du plan d'épandage est donc possible après analyses.

Les tonnages reçus de déchets hors structurant sur les dernières années sont conformes aux valeurs limites fixées dans l'arrêté préfectoral du site : 18170 T en 2021, 17 947 T en 2022 et 17 302 en 2023 (seuil maximal à 18 000 T par an).

Lors de l'inspection, l'exploitant a fait part de sa difficulté à trouver des gisements depuis 2023, à cause de la concurrence des méthaniseurs. En effet, une baisse légère des tonnages reçus sur site est observée, notamment à cause du méthaniseur de Roanne, qui accueille depuis peu les boues de la STEP de l'agglomération roannaise. L'exploitant demande donc à augmenter son rayon de chalandise, ce qui permettrait de compenser le problème des gisements locaux. Le même sujet est présent sur les déchets verts.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra donc transmettre un porter-à-connaissance à l'inspection concernant la modification du rayon de chalandise.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 2 : Gestion des odeurs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 53

**Thème(s) :** Risques chroniques, Nuisances odorantes

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise et tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un plan faisant apparaître les zones d'occupation humaine présentes dans un rayon de 1 km autour du site : habitations occupées par des tiers, zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, stades ou terrains de camping agréés, établissements recevant du public à l'exception de ceux en lien avec la collecte et le traitement des déchets, commerces, établissements industriels et tertiaires ainsi que les zones de baignade.

L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des éventuelles plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique.

Pour chaque événement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances constatées et décrit les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte. Lorsqu'il existe un comité de riverains, l'exploitant lui présente annuellement les mesures correctives qu'il a mises en oeuvre.

En dehors des cas où l'environnement de l'installation présente une sensibilité particulièrement faible, notamment en cas d'absence d'occupation humaine dans un rayon de 1 kilomètre autour du site :

- l'exploitant tient à jour et joint au dossier mentionné à l'article 4 un cahier de conduite de l'installation sur lequel il reporte les dates, heures et descriptifs des opérations critiques réalisées ;
- il fait réaliser par un organisme compétent un état des perceptions odorantes présentes dans l'environnement du site avant la mise en route de l'installation (état zéro), indiquant, dans la mesure du possible, les caractéristiques des odeurs perçues dans l'environnement : nature, intensité, origine (en discriminant des autres odeurs les odeurs provenant des activités éventuellement déjà présentes sur le site), type de perception (odeur perçue par bouffées ou de manière continue). Cet état zéro des perceptions odorantes est, le cas échéant, joint au dossier d'enregistrement.

En cas de nuisances importantes, l'exploitant fait réaliser par un organisme compétent un diagnostic et une étude de dispersion pour identifier les sources odorantes sur lesquelles des modifications sont à apporter pour que l'installation respecte l'objectif suivant de qualité de l'air ambiant : la concentration d'odeur imputable à l'installation telle qu'elle est évaluée dans ladite étude au niveau des zones d'occupation humaine listées au premier alinéa du présent article dans un rayon de 3000 mètres des limites clôturées de l'installation ne doit pas dépasser la limite de 5 uoe/m3 plus de 175 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 2 %.

#### **Constats :**

Suite à de nombreuses plaintes de riverains en 2018 et 2019 liées aux odeurs dégagées par la plateforme de compostage, l'exploitant a mis en place un certain nombre d'actions correctives afin de résoudre définitivement le problème des odeurs :

- fermeture complète du bâtiment principal sur toutes les faces, permettant de confiner les odeurs issues de la maturation du compost et des zones de déchargement des boues;
- mise en place d'un système d'éolage en deux points du bâtiment principal permettant d'extraire l'air vicié et de le propulser dans l'atmosphère à une hauteur de 50 mètres;
- maintien d'un niveau bas dans les bassins de stockage des jus et curage régulier des bassins afin d'éviter la création d'odeurs
- réalisation de mesures d'odeurs annuelles imposées par l'arrêté préfectoral : la dernière a été effectuée en 2023 et est conforme aux valeurs limites réglementaires. Une baisse des niveaux d'odeurs est même constatée depuis quelques années;
- retournements des andains en extérieur fait en fonction de la météo
- fermeture des portes rapidement après le déchargement des boues sur les quais de réception des boues liquides et solides
- stockage des matières les plus odorantes en bâtiment; seuls les déchets verts bruts sont stockés en extérieur, ainsi que le produit fini ou en fin de maturation
- gestion précise des lots de compost avec un suivi de la montée en température et une aération régulière permettant de casser les molécules odorantes.

L'exploitant a recensé une plainte dans son registre en 2023 liée aux odeurs émanant de la plateforme. La cause a été rapidement identifiée (retournement par temps venteux), et une action corrective (retournements en fonction de la météo) a été mise en place. A noter que depuis 2019 (début des travaux), aucune autre plainte n'a été formulée par les tiers.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 3 : Gestion des eaux superficielles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 34-IV

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositif de confinement des eaux polluées

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Les orifices d'écoulement du dispositif de confinement sont en position fermée par défaut.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un justificatif attestant de la suffisance des capacités de rétention des eaux polluées sur son site (internes et externes), notamment en cas d'incendie.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est donc demandé à l'exploitant de calculer le volume nécessaire au confinement des eaux polluées en cas d'incendie sur son site, en utilisant la règle de calcul D9.</p> <p>Ce calcul devra être transmis à l'inspection. En cas de capacité insuffisante, des travaux devront être effectués afin de mettre en conformité le site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 4 : Admission des déchets entrants

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 27</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registres d'admission</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque admission de déchets donne lieu au contrôle de leur conformité aux informations mentionnées sur le document d'information préalable établi en application de l'article 26. Les matières et déchets reçus font l'objet d'une pesée préalable hors site ou lors de l'admission, et d'un contrôle visuel à l'arrivée sur le site.</p> <p>« Une estimation des quantités entrantes peut faire office de pesée.</p> <p>« Toute admission de déchets autres que des déjections animales ou des biodéchets fait l'objet d'un contrôle de non-radioactivité du chargement.</p> <p>« Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues ;</li> <li>- l'identité du producteur des déchets ou de la collectivité en charge de leur collecte, et leur origine ;</li> <li>- pour les boues issues du traitement des eaux usées, les résultats des analyses aux fréquences prévues par l'arrêté du 8 janvier 1998 modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles, permettant d'attester de leur conformité aux limites de qualité exigées par ce texte ;</li> <li>- la nature et les caractéristiques des déchets reçus avec le code correspondant de la nomenclature figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement.</li> </ul>

« Les livraisons refusées sont également signalées dans ce registre, avec mention des motifs de refus et de la destination des déchets refusés indiquée par le producteur ou la collectivité en charge de la collecte de ces déchets. Cette disposition relative à l'enregistrement des matières ne s'applique pas aux effluents produits par un élevage dont l'installation de compostage est connexe. Les registres d'admission sont archivés pendant une durée minimale de dix ans en cas de retour au sol des composts ou des déchets et trois ans dans les autres cas. Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôles visées à l'article L. 255-9 du code rural et de la pêche maritime.

« Le mélange de divers déchets ou le retour des composts en tête de traitement dans le but de diluer les polluants ou indésirables est interdit. »

**Constats :**

Lors de l'admission d'un transporteur de déchets sur site, les déchets sont tout d'abord pesés sur le pont bascule, passés au portique de détection de radioactivité puis déchargés, le tout en étant accompagnés d'un opérateur, qui effectue un contrôle visuel du déchet réceptionné.

Les entrées de déchets sur le site sont enregistrées dans le logiciel TRADEO, qui donne la date de réception, l'identité du producteur de déchets, l'identité du transporteur et les quantités reçues.

L'exploitant explique que très peu de refus de déchets à l'entrée ont eu lieu sur le site, car les déchets non conformes pour le compostage peuvent être traités et épandus sur les terres agricoles du plan d'épandage après analyses.

L'exploitant stocke des digestats (1000 T maximum en instantané) issus du méthaniseur de Roanne dont la capacité de stockage est insuffisante, destinés à être épandus ensuite.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Comportement au feu des locaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 14

**Thème(s) :** Risques accidentels, Désenfumage

**Prescription contrôlée :**

Lorsque les équipements de compostage sont couverts, la toiture comporte au moins sur 2 % de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est calculée en fonction, d'une part, de la nature des produits, matières ou substances entreposées, d'autre part, des dimensions du bâtiment ; elle n'est jamais inférieure à 0,5 % de la surface totale de toiture.

La commande manuelle des exutoires de fumée doit être facilement accessible depuis les issues de secours.

**Constats :**

L'exploitant a mis en place des exutoires de fumée en toiture à commande manuelle (18 trappes de désenfumage) lors de la réfection du bâtiment principal en 2019. Des tôles thermo-fusibles sont également présentes, permettant d'évacuer l'excédent de fumées en cas d'incendie. Or la

réglementation impose un système de désenfumage à commande automatique ET manuelle. L'exploitant indique qu'il ne sera peut-être pas possible techniquement d'ajouter des commandes automatiques asservies à une détection incendie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est donc demandé à l'exploitant de faire intervenir le SDIS sur son site, afin que celui-ci procède à une évaluation des besoins en désenfumage du bâtiment de compostage et indique si un système de désenfumage à commande automatique est nécessaire au vu des équipements mis en place par l'exploitant pour la lutte contre l'incendie. Une attestation produite par le SDIS à cet effet est demandée à l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois